

S.N.S.M.

Siège social : 8, Cité d'Antin - 75009 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

S.N.S.M.

8, Cité d'Antin
75009 Paris

A l'Assemblée Générale,

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association S.N.S.M, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 5 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'F' followed by a cursive 'C' and 'HARTIER'.

Francis CHARTIER



LES SAUVETEURS EN MER

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2024

(Conseil d'Administration du 15 mai 2025)

SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER

Association loi 1901 reconnue d'utilité publique – Siret 775 665 029 00242 – Naf 8425Z

Siège social : 8 Cité d'Antin – 75009 Paris

Tél. : 01.56.02.64.64

www.snsn.org

contact@snsn.org

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

A C T I F (k€)	Exercice 2024			Exercice 2023 NET	P A S S I F (k€)		Exercice 2024	Exercice 2023
	BRUT	Amortissements Dépréciations	NET					
Immobilisations incorporelles	5 287	1 455	3 832	217	Fonds Propres		124 693	113 325
Concessions, brevets, licences, logiciels et droits	5 287	1 455	3 832	217	Fonds propres sans droit reprise		2 318	2 318
Immobilisations corporelles	181 873	101 197	80 676	68 162	Autres réserves (projet associatif)		22 112	10 195
Terrains	101	0	101	101	Réserve plus values à réinvestir		335	335
Constructions	34 054	13 514	20 539	20 381	Réserves statutaires		88 560	72 962
Installations techniques, matériels, outillages	139 810	82 206	57 603	45 400	Autres réserves affectées		0	0
Autres immobilisations corporelles	7 909	5 477	2 432	2 279	Résultat - Excédent ou déficit (-)		11 367	27 515
Immobilisations en cours	31 749	0	31 749	21 667	Subventions d'investissement		41 677	37 942
Immobilisations incorporelles	0	0	0	1 887				
Constructions	1 073	0	1 073	1 591	TOTAL FONDS PROPRES ET RESERVES		166 369	151 267
canots, vedettes et autres moyens	30 675	0	30 675	18 190				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 228	0	1 228	2 604	Fonds reportés et dédiés		13 314	13 769
Immobilisations financières	162	0	162	167	Fonds reportés liés aux legs ou donations		4 101	5 312
Prêts	66	0	66	66	Fonds dédiés		9 213	8 457
Autres	97	0	97	101	Sur subventions équipement		0	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	220 299	102 652	117 647	92 815	Sur subventions fonctionnement		9 213	8 457
					Sur dons		0	0
Stocks	6 936	226	6 710	7 047	Sur legs		0	0
Créances	21 042	0	21 042	19 853	Provisions pour risques et charges		928	707
Subventions collectivités publiques à recevoir	12 942	0	12 942	13 547				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 446	0	2 446	1 897	Dettes		12 514	10 351
Créances clients et comptes rattachés	1 155	0	1 155	324	Emprunts & dettes établissements de crédit		2 557	2 814
Créances reçues par legs ou donations	4 276	0	4 276	3 791	Fournisseurs & comptes rattachés		4 686	3 379
Autres créances	223	0	223	294	Dettes fiscales et sociales		2 025	1 716
Disponibilités	47 619	543	47 077	55 545	Dettes des legs ou donations		1 420	1 083
Valeurs mobilières placement	12 005	543	11 462	11 554	Autres dettes		1 825	1 359
Disponibilités	35 614	0	35 614	43 991				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	75 598	769	74 829	82 446				
Charges constatées d'avance	649	0	649	833	Produits constatés d'avance		0	0
TOTAL ACTIF	296 547	103 421	193 126	176 094	TOTAL PASSIF		193 126	176 094

Compte de résultat 2024		
K€	Exercice 2024	Exercice 2023
Chiffre d'affaires net	9 955	9 538
Vente de marchandises	2 825	2 906
Vente de prestations et de services	7 129	6 632
Assistances maritimes	2 394	2 489
Participation des stagiaires à la formation	976	793
Prestations annexes	3 356	3 023
Prestations Plages	404	327
Production immobilisée	485	1 480
Produit des tiers financeurs	57 505	57 889
Concours publics et subventions d'exploitation	18 571	18 820
Subventions d'exploitation	13 820	14 432
Produit des taxes affectées	4 752	4 389
Ressources liées à la générosité du public	38 933	39 069
Dons manuels	27 455	27 502
Mécénats	4 485	3 974
Legs, donations et assurances-vie	6 993	7 593
Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charges	317	705
Reprises sur amortissements	0	0
Reprises sur provisions	317	627
Transferts de charges	0	77
Utilisation des fonds dédiés	2 344	1 908
Autres produits	1 743	2 240
TOTAL I : Produits d'exploitation	72 348	73 760
Achats	35 658	33 441
Marchandises	2 348	2 583
Matières premières et autres approvisionnements	2 183	2 034
Autres achats et charges externes	31 126	28 824
Variation de stock	347	277
Stock de marchandises	244	224
Stock matériel technique	104	54
Impôts, taxes et versements assimilés	837	843
Salaires et charges	10 300	9 189
Salaires et traitements	7 002	6 288
Charges sociales	3 298	2 902
Dotations d'exploitation	12 620	11 820
Dotations aux amortissements des immobilisations	8 991	7 885
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	0	0
Dotations aux provisions	528	100
Report en fonds dédiés	3 101	3 835
Autres charges	2 479	2 217
TOTAL II : Charges d'exploitation	62 242	57 789
1. Résultat d'exploitation (I - II)	10 106	15 971

K€	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	95
Autres produits financiers	1 353	114
TOTAL III : Produits financiers	1 353	209
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	92	451
Intérêts et charges assimilées	45	50
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL IV : Charges financières	138	502
2. Résultat financier (III - IV)	1 216	-293
3. Résultat courant avec impôts (I- II + III - IV)	11 322	15 678
Sur opération de gestion	154	155
Sur opération en capital	100	33
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charge	0	0
TOTAL V : Produits exceptionnels	254	187
Sur opérations de gestion	20	196
Sur opérations en capital	189	72
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
TOTAL VI : Charges exceptionnelles	209	268
4. Résultat exceptionnel (V - VI)	45	-81
Incidence correction d'erreur (VII)	0	11 917
Participation des salariés (VIII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (IX)	0	0
Total des produits (I+III+V+VII)	73 955	86 073
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	62 588	58 558
5. RESULTAT (Excédant ou Déficit)	11 367	27 515
6. Evalutation des contributions volontaires en nature		
Total des produits	60 331	54 904
Bénévolat	60 331	54 904
Prestations en nature	0	0
Dons en nature	0	0
Total des charges	60 331	54 904
Secours en nature	16 681	13 664
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	11 879	10 549
Personnel bénévole	31 770	30 691

SOMMAIRE

<u>PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE</u>	6
<u>ENGAGEMENTS HORS BILAN</u>	11
<u>CROD et CER</u>	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	12 – 13
COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	14 – 17
COMPTE D'EMPLOI ET RESSOURCES	17 – 18
 <u>ACTIF</u>	
VARIATION DES IMMOBILISATIONS	19
VARIATION DES AMORTISSEMENTS	20
VARIATION DES STOCKS	21
CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION	22
TITRES ET DISPONIBILITES	23
 <u>PROVISIONS</u>	
DEPRECIATION COMPTES D'ACTIF & PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	24
 <u>PASSIF</u>	
FONDS PROPRES ET RESERVES	25
VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	26
VARIATION DES FONDS DEDIES	27
VARIATION DES FONDS REPORTEES	28
DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION	29
 UTILISATIONS DES RESSOURCES DEDIEES AUX INVESTISSEMENTS	30

1. Description de l'objet social de la SNSM

La Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) - association loi 1901 - a été **créée en 1967 et reconnue d'utilité publique en 1970**.

Elle est issue de la fusion de la Société centrale de sauvetage des naufragés et des Hospitaliers sauveteurs bretons deux associations fondées dans la deuxième partie du 19^e siècle.

La SNSM assure une mission de service public en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer. Les missions de la SNSM sont de sauver des vies humaines, en mer et sur le littoral, former les sauveteurs et d'effectuer des missions de sécurité civile dans le cadre de dispositif de premiers secours (DPS) à l'occasion de manifestations publiques tout en exerçant une action de prévention et de sensibilisation du grand public aux dangers de la mer.

Son dispositif compte 214 stations de sauvetage, 33 centres de formation et d'intervention et 256 postes de secours sur les plages.

Les missions de sauvetage sont réalisées 365 jours par an et 24 heures sur 24 par des bénévoles avec un délai moyen d'appareillage de 17 minutes.

2. Faits marquants de l'exercice

Parmi les faits marquants, on note l'augmentation des effectifs notamment au sein des Directions de la formation et technique en créant des postes de soutien locaux répartis sur le littoral pour être au plus près de bénévoles des stations.

Les faits caractéristiques de l'exercice sont détaillés dans le rapport annuel de la SNSM.

3. Evènements significatifs postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration des états financiers 2024 de la SNSM, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

4. Principes règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général défini par le règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables et aux dispositions du règlement n° 2018-06 de l'ANC relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, dans le respect du principe de prudence et sur la base des hypothèses suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En application des dispositions de l'article 410-2 du règlement ANC 2018-06, la SNSM n'a pas retenu la présentation de certaines rubriques du bilan car elle n'est pas concernée, il s'agit des rubriques suivantes :

- à l'actif, des donations temporaires d'usufruit.
- au passif, les fonds propres statutaires, fonds propres complémentaires, fonds propres consommables, fonds propres avec droit de reprise et écart de réévaluation.

En application du Plan Comptable Général, les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, inscrites à leur valeur historique, sont déterminés comme suit :

4.1 Immobilisations Incorporelles

- Logiciels – Identifiés en tant que tels dès que leur acquisition est séparée de celle d'un matériel informatique, ils sont amortis sur une durée de 2 ans.
- Droit au bail – Pas d'amortissement

4.2 Immobilisations Corporelles

Constructions

- Immeuble du siège. Cet ensemble est constitué de 4 composants :
 - Les murs inscrits au coût d'acquisition de l'immeuble. Ce composant est amorti sur une durée de 30 ans selon le mode linéaire.
 - La toiture est amortie sur 25 ans selon le mode linéaire
 - L'ascenseur est amorti sur 10 ans selon le mode linéaire.
 - Les autres aménagements initiaux et équipements solidaires sont amortis sur 10 ans en linéaire.

Equipements spécifiques

▪ Les navires de sauvetage hauturier (NSH1), vedettes de sauvetage côtier (VSC1), canots tous temps (CTT) et vedettes de 1^{ère} classe (V1), 2^{ème} classe (V2), 3^{ème} classe (V3) et légères (VL) sont constitués de 3 composants : la coque pontée (en général le montant du contrat chantier), la motorisation et l'armement (aménagements et tous matériels).

- Les coques pontées sont amorties selon le mode linéaire sur 30 ans pour les CTT et NSH1, 25 ans pour les V1, 20 ans pour les V2, V3 et VSC1 et 15 ans pour les VL.

- Les motorisations sont amorties selon le mode linéaire sur une durée correspondant à la moitié de celle retenue pour la coque pontée.

- L'armement est amorti dans tous les cas sur une durée de 5 ans en linéaire.

Les composants sont inscrits à leur valeur historique pour les embarcations mises en service à compter de 2000, exercice au cours duquel la flotte SNSM a été inscrite au bilan pour la première fois.

Pour les embarcations plus anciennes, la valeur des composants a été déterminée selon le rapport moyen constaté pour chaque type d'embarcation entre chaque composant et la valeur historique de l'ensemble.

▪ Les canots semi-rigides forment un ensemble et sont amortis en bloc sur 10 ans selon le mode linéaire.

L'ensemble comprend la remorque, le canot, l'armement et le moteur hors-bord.

▪ Les canots pneumatiques pliables sont amortis sur une durée de 10 ans selon le mode linéaire.

▪ Les moteurs hors-bords des canots pneumatiques, interchangeables, sont inscrits pour leur valeur historique indépendamment des pneumatiques et font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée de 5 ans.

▪ Les véhicules nautiques motorisés (VNM) sont amortis sur une durée de 5 ans en linéaire.

▪ Les tracteurs et remorques des VL, canots pneumatiques semi-rigides ou pliables et VNM sont amortis sur une durée de 10 ans sur le mode linéaire.

▪ Les « grosses réparations ».

- le remplacement pur et simple du composant motorisation ou d'un élément du composant armement identifié fait l'objet d'une activation au bilan et entraîne la sortie du matériel remplacé.

- la partie non identifiable (main d'œuvre, pièces détachées, matériels de faible valeur, matériaux, etc.) de la « grosse réparation » est activée en tant que nouveau composant de l'embarcation et est amortie sur 5 ans quel que soit le type d'embarcation.

Autres immobilisations corporelles

- a. Terrains – Pas d'amortissement
- b. Constructions en toute propriété autres que l'immeuble du siège. Elles sont amorties sur 20 ans.
- c. Infrastructures locales – Les abris, cales et autres locaux des stations et centres de formation dont les travaux de construction, d'aménagement ou de rénovation sont valorisés au coût de leur construction, rénovation ou aménagement et amortis, sur une durée de 10 ans, selon le mode linéaire.
- d. Installations techniques, matériel et outillage (Pole de soutien de la flotte) – amortissement linéaire sur 10 ans.
- e. Matériels de bureau et informatiques – Amortissement sur 3 ans selon le mode linéaire.
- f. Mobilier – Amortissement sur 10 ans selon le mode linéaire.
- g. Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés – Créances, actifs par nature ou biens destinés à être cédés. Ces biens ne sont pas amortis. Selon le nouveau règlement, les biens reçus destinés à être cédés résultant de stipulations du testateur ou du donateur sont comptabilisés au bilan dès la date d'acceptation du legs ou de la donation, en contrepartie d'un compte de produits.

4.3 Actif Circulant

- Les actifs circulants sont inscrits à leur valeur nominale
- Le stock d'articles de promotion conservés chez notre logisticien est valorisé au PAMP (prix d'achat moyen pondéré) et éventuellement déprécié.
- Les stocks d'articles de promotion conservés par les entités locales font l'objet d'un inventaire annuel et sont valorisés au dernier prix d'achat, sans différence significative avec la valorisation au PAMP.
- Les créances litigieuses liées aux conventions Mairie (mise à disposition des nageurs sauveteurs sur les plages durant l'été) sont inscrites à l'actif du bilan et représentent un montant nul à fin 2024.
- Les créances diminuent en 2024, du fait d'un meilleur recouvrement des subventions d'investissement dues par l'Etat et les collectivités locales mais aussi de nos mécènes. Les avances et acomptes versés sur commande sont également en forte baisse.

Valeurs mobilières de placement. La SNSM mandate la Société Générale Private Banking et la Banque Postale pour la gestion d'un placement centralisé des sommes représentant une grande partie de la trésorerie excédentaire des entités locales (délégations départementales, stations de sauvetage et centres de formation et d'intervention).

Les VMP ont été dépréciées pour 543K€.

4.4 Fonds dédiés et Subventions d'investissement

Les contributions privées (partenariats, collectes de dons) dédiés à des projets précis et non encore utilisées conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont inscrites en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- en charges dans le poste « Reports en fonds dédiés », les partenariats, collectes de dons reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture,
- en produits dans le poste « Utilisations des fonds dédiés », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont réalisées.

Les aides (dons des entreprises privées) dédiées au financement d'un bien immobilisé programmé sont débitées en totalité du poste « Fonds dédiés » dès la mise en service du bien financé en contrepartie du poste « Utilisations des fonds dédiés ».

A noter que les aides publiques dédiées à l'investissement sont inscrites directement au passif du bilan en subventions d'investissement (compte 131) sans transiter par le compte de fonds dédiés.

Les subventions d'investissement sont reprises en résultat au fur et à mesure de l'amortissement des biens financés par le crédit du compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice ».

Le total des fonds dédiés représente 9 213 k€ à fin décembre 2024 contre 8 457 k€ à fin décembre 2023.

A noter que les fonds dédiés non mouvementés depuis 2 ans et plus concernent uniquement un fond alimenté par un mécène qui est dédiés à un investissement (Navire de sauvetage) qui sera consommé durant la période de 2025 à 2026 et représentent 101 k€ à fin décembre 2024.

4.5 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Le règlement CRC n° 99-01 prévoyait l'enregistrement des libéralités en hors bilan à l'acceptation par le conseil d'administration. Le produit n'était constaté en résultat qu'à la cession du bien.

Selon le nouveau règlement, les biens reçus (créances, actifs par nature ou biens destinés à être cédés), dettes et obligations résultant de stipulations du testateur ou donateur (provision) sont comptabilisés au bilan dès la date d'acceptation du legs ou de la donation, en contrepartie d'un compte de produits.

La partie des ressources constatée en produit d'exploitation au cours de l'exercice, qui n'est pas encore encaissée à la clôture, fait l'objet d'une comptabilisation en fonds reportés en contrepartie d'une charge.

Les fonds reportés sont extournés en contrepartie de produits au fur et mesure de la réalisation du legs ou de la donation (PCG art 213-12). Les fonds d'élèvent à 4 101 k€ à fin décembre 2024 contre 5 312 k€ à fin décembre 2023.

4.6 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constatées afin de couvrir les risques et charges identifiées à la clôture des comptes.

Les indemnités de départ à la retraite dues aux salariés sont entièrement provisionnées dans les comptes à fin 2024.

Le montant de l'engagement s'élève à 358 K€ au 31 décembre 2024.

L'hypothèse prend en compte un âge de départ à la retraite à 65 ans pour les cadres et non cadres à l'initiative des salariés pour 100% des cas.

PROVISIONS P/RISQUES ET CHARGES (EN K€)	Montants au 31/12/2023	Montants au 31/12/2024	Variation
Autres provisions pour risques et charges	400	570	+ 170
Indemnités de fin de carrières	307	358	+ 51
TOTAL PROVISIONS	707	928	+ 221

4.7 Passif Circulant

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale et majoritairement à échoir à moins d'un an.

4.8 Compte de Résultat

Les subventions d'exploitation correspondent principalement aux subventions accordées par les financeurs publics (ministère des Transports, conseils généraux, conseils régionaux, communes...) et privés (Total, MACIF, MAIF,...). Elles sont comptabilisées dès leur attribution. Les subventions faisant l'objet d'une affectation particulière sont traitées en tant que fond dédié.

Les autres produits d'exploitation correspondent principalement aux dons et legs perçus en 2024 et sont comptabilisés lors de leur encaissement.

Les montants portés à la rubrique « legs, donations et assurances-vie » du compte de résultat sont détaillés ci-après en application de l'article 431-8 du règlement ANC 2018-06.

K€	Exercice 2024	Exercice 2023
Montant perçu au titre d'assurances-vie	2 462	3 691
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » (article 213-9)	3 276	4 496
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	2 399	1 499
Repr. des dépr. d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	3 175	3 614
Produits	11 312	13 299
VNC des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	2 356	1 457
Dot. aux dépr. d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	1 964	4 249
Charges	4 319	5 706
Legs, donations, et assurances-vie (article 431-8)	6 993	7 593

La SNSM constate un résultat net de 11,367 milliers d'euros (résultat excédentaire)

Le compte de Résultat présente un total des charges de 62.588 milliers d'euros et un total des produits de 73.955 milliers d'euros.

5. Autres informations

5.1 Ressources Humaines

Salariés

Au 31 décembre 2024, le nombre de salariés de la SNSM était de 130 personnes pour un effectif de 136,5 en équivalents temps plein moyen (ETP) (54,50 femmes et 82 hommes).

Rémunérations

En conformité avec la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 en son article 20 sur le volontariat associatif les trois salaires bruts annuels les plus importants ont représenté en 2024 un total de 384 k€.

Nous rappelons que la fonction d'administrateur ne donne pas lieu à rémunération.

5.2 Information sur les Transactions avec des contreparties

Aucune opération inhabituelle et/ou conclue à des conditions anormales n'a été réalisée avec les contreparties (art 431-12 du règlement ANC 2018-06).

5.3 Engagements hors bilan

Engagements Donnés Néant.

Engagements Reçus Néant.

5.4 Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

A la suite de la modification du règlement ANC 2018-06 par le règlement ANC n°2022-04, et conformément au décret n°2021-1812 du 24 décembre 2021 le tableau sur l'état séparé des avantages et ressources en provenance de l'étranger est présenté ci-dessous :

Etat du contributeur (zone économique)	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Zone Euro	Année 2024	Personne physique	Don	Direct	Versement en numéraire par virement bancaire et prélèvement	81 k€
Hors Zone Euro	Année 2024	Personne physique	Don	Direct	Versement en numéraire par virement bancaire	58 k€
Total						139 k€

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association SNSM doit établir en application de l'article 434-4 du règlement ANC 2018-06 est mise à la disposition du public au siège social de l'association.

5.5 Contributions volontaires en nature

L'association a reçu de la part de ses partenaires des contributions volontaires en nature de type mise à disposition gratuite de locaux, de services...

Elle a, par ailleurs procédé à ce titre à une valorisation du temps qui lui est consacré par ses bénévoles.

L'évaluation des contributions volontaires en nature affiche un total de 60.331 milliers d'euros dans la Rubrique Bénévolat en produits.

Cette somme est ventilée en charges sous trois rubriques :

- « Secours en nature » qui est constituée par les rapports de sortie des Sauveteurs Embarqués (sauvetages, exercices, etc.), les dispositifs de premiers secours (DPS) et sécurités nautiques réalisées par les nageurs sauveteurs (NS) et les Chefs de Poste pour 16.681 milliers d'euros.

- « Mise à disposition gratuite de biens et prestations » regroupe les prestations en nature, la formation, le temps des formateurs bénévoles et le temps passé en formation par les stagiaires bénévoles sauveteurs embarqués et nageurs sauveteurs (SE et NS) pour 11.879 milliers d'euros
- « Personnel bénévole » est constituée par l'administration et la gestion de la SNSM par les bénévoles opérationnels (présidents de station, directeurs de CFI, trésoriers, membres du CA, bénévoles permanents du Siège, etc.) et les astreintes des sauveteurs embarqués pour 31.770 milliers d'euros.

5.6 Valorisation du Bénévolat

Au titre de l'exercice 2024, la SNSM a procédé à une évaluation financière du temps qui lui est consacré par ses bénévoles. Cette évaluation s'appuie, sauf exceptions, sur une analyse du temps lié à une fonction plutôt qu'au temps passé par des personnes physiques. L'évaluation du temps lié à une fonction s'appuie sur l'ensemble des données opérationnelles collectées par la SNSM. La valorisation de ce temps repose sur l'application d'un taux horaire par catégorie de bénévoles.

Les méthodes d'évaluation par fonction :

- Les Sauveteurs Embarqués (interventions et exercices) : les heures d'intervention sont évaluées à partir des heures d'intervention par embarcation recensées dans SAUVAMER (outil de gestion des sorties en mer de la SNSM). Ces heures sont ensuite multipliées par l'équipage théorique de ces embarcations (ex : 8 pour un Canot Tous Temps, 6 pour une Vedette de 1^{ère} classe, etc.) ;
- Le temps passé en formation par les Nageurs Sauveteurs, les Sauveteurs Embarqués et les Formateurs est extrapolé à partir des rapports d'activité des Centres de Formations et d'Interventions (CFI) et du Pôle National de Formation (PNF). Il s'appuie sur un volume horaire par formation, multiplié par le nombre stagiaires diplômés à l'issue de ces formations ;
- Le temps des formateurs est extrapolé à partir des mêmes rapports pour lesquels l'encadrement des formations est défini à partir d'un encadrement théorique (pour les CFI) ou réel (pour le PNF) ;
- Le temps consacré aux Sécurités Nautiques et Dispositifs Prévisionnels de Secours par les Nageurs Sauveteurs s'appuie sur les rapports d'activité des CFI ;
- Le temps consacré par les bénévoles à l'entretien des moyens nautiques et terrestres de la SNSM est défini à partir d'une méthode de calcul qui s'appuie sur les coûts d'entretien de ces moyens ;
- Le temps des Présidents de Stations est estimé à 2 jours par semaine, soit 2/5 ETP ;
- Le temps des équipes administratives des CFI (Directeur, Directeurs Adjoints, Secrétaires, etc.) s'appuie sur une étude réalisée en 2016 qui estime le temps administratif à 3,73 h par stagiaire accueilli en formation au CFI ;
- Le temps des Délégués Départementaux est estimé à 2,5 jours par semaine, soit ½ ETP ;
- Le temps des trésoriers de Stations, CFI ou Délégations Départementales est indexé sur le nombre d'écritures comptables passées dans la structure concernée ;
- L'évaluation des autres activités bénévoles s'appuie sur des éléments de suivi de l'activité (logs de connexions à SAUVAMER, PV de CA, de Groupes de Travail, Planning de tenue des stands sur des événements, etc.).

Les méthodes de valorisation par catégorie de bénévoles :

- Les Sauveteurs Embarqués : salaire de référence de la 11^e catégorie de l'ENIM, il s'agit de la base indemnitaire des Sauveteurs Embarqués appliqué par l'ENIM en cas d'accident ;

- Les Nageurs Sauveteurs : salaire de référence défini par les conventions de mise à disposition entre la SNSM et les communes du littoral. On distingue les Nageurs Sauveteurs ordinaires et les Chefs de Poste.
- Les Formateurs : leur valorisation est établie par référence à la grille des salaires minimums prévus par la Convention Collective de la Formation Professionnelle, qui définit des paliers de rémunération reflétant les qualifications liées à la fonction exercée. En appliquant cette analyse aux formateurs de la SNSM nous avons identifié trois niveaux de qualification : Formateurs, Formateurs de Formateur et Responsables Pédagogiques.
- Pour tous les autres bénévoles (délégués départementaux, présidents, directeurs, trésoriers, etc.), nous avons retenu comme salaire de référence le salaire moyen dans la Fonction Publique Territoriale (derniers chiffres connus : INSEE 2015).

Fonction	Base Brut annuel	Brut "chargé" horraire
Sauveteur Embarqué	36 032,62 €	35,48 €
Nageur Sauveteur	21 620,86 €	21,12 €
Chef de Poste	24 810,83 €	25,01 €
Formateur	36 366,70 €	36,66 €
Formateur de Formateur	36 366,70 €	36,66 €
Responsable Pédagogique	36 366,70 €	36,66 €
Bénévole Fonctionnel	34 975,51 €	35,26 €

Les astreintes des Sauveteurs Embarqués :

La disponibilité 24h/24 et 365 jours par an des moyens de sauvetage de la SNSM suppose la disponibilité d'équipages bénévoles capables d'intervenir à tout moment sur demande des CROSS. La valorisation de cette disponibilité, dite « d'astreinte », est calculée en appliquant 25% du salaire annuel de référence par équipier nécessaire pour faire appareiller une embarcation (8 pour un CTT, 6 pour une V1, etc.).

Fonctions	2023		2024		
	Heures	Valorisation K€	Heures	V.Unitaire	Valorisation k€
Sauveteurs Embarqués - Interventions et Exercices	360 068	12 214	433 769	35,48	15 390
Sauveteurs Embarqués - Formations	50 279	1 705	51 100	35,48	1 813
Sauveteurs Embarqués - Entretien des Moyens	32 412	1 099	32 394	35,26	1 142
Total Sauveteurs Embarqués	442 759	15 018	517 263	35,47	18 345
Nageurs Sauveteurs - Formations	169 547	3 430	191 429	21,29	4 075
Nageurs Sauveteurs - DPS et Sécurités Nautiques	69 143	1 450	57 920	22,29	1 291
Total Nageurs Sauveteurs	238 690	4 880	249 349	21,52	5 366
Formateurs - Sauveteurs Embarqués	15 181	557	19 380	36,66	710
Formateurs - Nageurs Sauveteurs	44 614	1 636	55 225	36,66	2 025
Formation de Formateurs	31 928	1 170	28 727	36,66	1 053
Formation de Tiers	11 731	430	10 848	36,66	398
Total Formateurs	103 454	3 793	114 180	36,66	4 186
Administration et Gestion des Stations	227 175	7 922	228 012	35,26	8 040
Administration et Gestion des CFI	89 244	3 112	83 933	35,26	2 959
Auts bénévoles	35 436	1 236	35 020	35,26	1 235
Total Bénévoles Fonctionnels	351 855	12 269	346 965	35,26	12 234
TOTAL Bénévolat	1 136 758	35 960	1 227 757	32,69	40 131
Valorisation Astreintes		18 944			20 200
TOTAL Contributions volontaires en nature		54 904			60 331

6. Dispositions spécifiques relatives à l'appel à la générosité du public

6.1 Principes, règles et méthodes du C.R.O.D

Par application du nouveau règlement N°2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, les associations et fondations relevant des articles 3 et 4 de la loi N° 91-772 du 7 août 1991 incluent dans l'annexe de leurs comptes annuels une sous-section qui comporte les états suivants :

- Un compte de résultat par origine et destination défini à l'article 432-2 (CROD)
- Un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public conformément à la loi N° 91-772 du 7 août 1991 défini à l'article 432-17 (CER)
- Les informations nécessaires à leur bonne compréhension.

Le CROD rend compte, dans un tableau en liste de l'origine des ressources, de la destination des dépenses et de leur financement par les ressources de générosité du public. Il introduit un comparatif de l'année clôturée et de l'année précédente.

Le CROD classe les charges en six rubriques distinctes : dépenses de missions sociales, frais de recherche de fonds, frais de fonctionnement, dotations aux provisions, impôts sur les bénéfices et reports en fonds dédiés de l'exercice. Les dépenses de missions sociales concernent des actions qui sont toutes réalisées en France par la SNSM. Pour mémoire, les 4 missions sociales de la SNSM sont les suivantes :

- Le sauvetage au large, qui se subdivise en 4 sous actions : la mise en œuvre des moyens de sauvetage, le support technique, la formation des équipages et l'administration du dispositif
- Le sauvetage littoral
- La sécurité civile, subdivisée en des sous-actions de dispositifs prévisionnels de sécurité, de sécurité nautique et de formation des tiers
- La prévention.

Le CROD regroupe les produits dans cinq rubriques distinctes : les produits liés à la générosité du public, les produits non liés à la générosité du public, les subventions et autres concours publics, les reprises de provision et l'utilisation des fonds dédiés antérieurs. Les produits liés à la générosité du public s'entendent comme l'ensemble des dons, legs et donations reçus des personnes physiques et morales ainsi que les produits qui en découlent,

comme les produits financiers, les loyers, les plus-values de cessions réalisées sur des biens dont la générosité du public a financé l'acquisition.

Le CROD est construit directement à partir de la comptabilité analytique de la SNSM. Celle-ci enregistre dans des centres de coûts distincts, les dépenses des différents services et activités des entités combinées. La très grande majorité des dépenses est affectée directement à l'une des rubriques citées ci avant. Les dépenses communes à plusieurs activités sont ventilées entre les différentes rubriques par application de clés de répartition :

Les dépenses de formation de nos Centres de formation et d'intervention et de notre Direction sont ventilées aux différentes actions selon le nombre de jours de formations dispensées par ces dernières

Les dépenses de communication, pour refléter au mieux notre activité sont affectées pour 40% aux frais de fonctionnement, pour 20% à l'appel à la générosité du public et pour 40% à la mission sociale de prévention.

Nous considérons enfin que près de la moitié de nos dépenses de structure (services financiers, généraux et informatique) sont imputables à nos missions sociales, le solde étant alloué à la recherche de fonds et au fonctionnement de l'Association.

Ces ventilations nous permettent de présenter le coût complet des emplois de missions sociales, de recherche de fonds et de fonctionnement de la SNSM.

Les emplois liés à la générosité du public (GP) sont obtenus en déduisant des emplois totaux les autres financements non issus de la générosité du public (GP) comme les subventions publiques et les autres produits non liés à la générosité du public (GP) expressément affectés aux missions sociales, aux frais de recherche de fonds et aux frais de fonctionnement.

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINES ET DESTINATIONS (K€)	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	42 698	42 698	42 809	42 809
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat	38 932	38 932	39 068	39 068
- Dons manuels	27 454	27 454	27 501	27 501
- Legs, donations et assurances-vie	6 993	6 993	7 593	7 593
- Mécénat	4 485	4 485	3 974	3 974
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	3 766	3 766	3 741	3 741
2. PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	10 025		9 990	
2.1 Cotisations avec contrepartie	0		0	
2.2 Parrainage des entreprises	0		0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	0		0	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	10 025		9 990	
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	18 571	0	18 820	0
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	71 294	42 698	71 620	42 809
4. REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	317	317	627	627
5. PRODUITS DE CESSIONS DES BIENS CEDES RECUS EN LEGS	0	0	0	0
5. UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	2 344	2 344	13 826	1 908
TOTAL	73 955	45 359	86 073	45 345
CHARGES PAR DESTINATION				
1. MISSIONS SOCIALES	43 081	21 296	39 250	17 199
1.1 Réalisées en France	43 081	21 296	39 250	17 199
- Actions réalisées par l'organisme	43 081	21 296	39 250	17 199
- Versements à d'autres organismes agissant en France	0	0	0	0
1.2 Réalisées à l'étranger	0	0	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	0	0	0	0
- Versements à organismes central ou d'autres organismes	0	0	0	0
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	10 439	7 979	9 898	7 267
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	7 928	5 836	7 175	5 058
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	2 511	2 144	2 723	2 209
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	5 346	2 844	5 025	2 571
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	58 867	32 120	54 173	27 037
4. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	620	620	551	551
5. VALEURS COMPTABLE DES BIENS CEDES RECUS EN LEGS	0	0	0	0
6. IMPOTS SUR LES BENEFICES	0		0	
7. REPORTS EN FONDS DEDIES ET REPORTES DE L'EXERCICE	3 101	3 101	3 835	3 835
TOTAL	62 588	35 841	58 558	31 423
EXCEDENT OU DEFICIT	11 367	9 518	27 515	13 922

B- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (K€)	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA	60 331		54 904	
GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	60 331		54 904	
Prestations en nature				
Dons en nature				
2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA				
GENEROSITE DU PUBLIC				
3. CONCOURS PUBLICS EN NATURE	0		0	
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	60 331		54 904	
CHARGES PAR DESTINATION				
1. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	60 218		54 790	
Réalisées en France	60 218		54 790	
Réalisées à l'étranger				
2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	34		34	
3. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	79		80	
TOTAL	60 331		54 904	

6.2 Compte d'emploi annuel des ressources (CER)

Le compte d'emploi annuel des ressources est établi conformément au règlement n°2018-06 de l'ANC.

Le CER fait état des ressources et emplois N et N-1 uniquement liées à la GP, et permet de déterminer ainsi à la fin de chaque exercice un « résultat » de la Générosité du Public (excédent ou déficit)

Les ressources collectées auprès du public utilisées sur l'exercice par rubrique d'emploi sont déterminées par soustraction des autres ressources non issues de la générosité du public (subventions, produits liés à la mission, etc.)

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1- MISSIONS SOCIALES	21 296	17 199	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	42 698	42 809
1. 1. Réalisées en France	21 296	17 199	1. 1. Cotisations sans contrepartie	0	0
Actions réalisées directement	21 296	17 199			
1. 2. Réalisées à l'étranger	0	0	1. 2. Dons, legs et mécénats	38 932	39 068
Actions réalisées directement	0	0	- Dons manuels	27 454	27 501
			- Legs, donations et assurances-vie	6 993	7 593
			- Mécénats	4 485	3 974
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	7 979	7 267			
2. 1. Frais d'appel à la générosité du public	5 836	5 058	1.3 - Autres ressources liées à la générosité du public	3 766	3 741
2. 2. Frais de recherche d'autres ressources	2 144	2 209			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 844	2 571			
TOTAL DES EMPLOIS	32 120	27 037	TOTAL DES RESSOURCES	42 698	42 809
4. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	620	551	2- REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	317	627
5. VALEURS COMPTABLE DES BIENS CEDES RECUS EN LEGS	0	0	3- UTILISATIONS DES FONDS ANTERIEURS	2 344	1 908
6. IMPOTS SUR LES BENEFICES	0	0			
7. REPORTS EN FONDS DEDIES ET REPORTES DE L'EXERCICE	3 101	3 835			
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	9 518	13 922	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC	0	0
V - TOTAL GENERAL	45 359	45 345	VI - TOTAL GENERAL	45 359	45 345

Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)	39 545	31 254
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	9 518	13 922
Investissements ou désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-13 155	-5 631
Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors dons dédiés)	35 909	39 545

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Missions Sociales	60 218	54 790	Bénévolat	60 331	54 904
Recherche de Fonds	34	34	Prestations en nature	0	0
Fonctionnement	79	80	Dons en nature	0	0
TOTAL	60 331	54 904	TOTAL	60 331	54 904

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC en k€	2024	2023
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	8 457	18 448
(-) Utilisation	2 344	13 826
(+) Report	3 101	3 835
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	9 213	8 457

(*)

(*) La rubrique utilisation des fonds dédiés comprend des fonds dédiés antérieurs pour 1 909 k€ et la correction d'erreur constatée au titre de l'exercice 2023 pour 11 917 k€.

VARIATION DES IMMOBILISATIONS 2024

	Valeurs brutes				
	Montants au 31/12/2023	Entrées	Sorties	Transferts	Montants au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	1 407	0	5	3 884	5 287
Concessions, brevets, licences, logiciels	1 307	0	5	3 884	5 186
Droit au bail	100	0	0	0	100
Immobilisations corporelles	162 230	1 555	1 782	19 870	181 873
Terrains	101	0	0	0	101
Constructions	32 374	295	93	1 477	34 054
Cité d'Antin	15 229	0	0	0	15 229
Installations St Nazaire	218	0	9	0	209
Installations St Malo	2 734	0	2	0	2 732
Installations Palavas	9	0	0	0	9
Infrastructures locales	14 185	295	83	1 477	15 875
Outillage industriel	99	26	0	0	124
Installations techniques, matériels, outillages	122 571	693	1 440	17 861	139 686
Canots tous temps	38 684	144	4	8 564	47 388
Vedettes de 1ère classe	28 416	145	376	2 772	30 956
Vedettes de 2nde classe	33 617	94	404	2 762	36 070
Vedettes de 3ème classe	298	0	113	0	185
Vedettes légères	2 389	55	71	324	2 696
Pneumatiques semi-rigides	13 829	82	321	3 118	16 708
Opérations collectives	28	0	1	0	27
Autres équipements spécifiques	5 311	173	150	322	5 655
Autres immobilisations corporelles	7 084	542	249	532	7 909
Immobilisations en cours	24 271	34 967	2 506	-23 754	32 977
Immobilisations incorporelles en cours	1 887	2 071	73	-3 884	0
Immobilisations corporelles en cours	19 780	31 915	77	-19 870	31 749
Moyens nautiques	18 190	30 260	73	-17 702	30 675
Autres installations techniques, matériels, outillages	0	763	5	-758	0
Constructions	1 591	893	0	-1 410	1 073
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	2 604	981	2 356	0	1 228
Immobilisations financières	167	1	5	0	162
Prêts	66	0	0	0	66
Autres	101	1	5	0	97
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	188 075	36 523	4 298	0	220 299

VARIATION DES AMORTISSEMENTS 2024

	Amortissements				Montants au 31/12/2024
	Montants au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Transferts	Diminutions	
Immobilisations incorporelles	1 191	269	0	5	1 455
Concessions, brevets, licences, logiciels	1 191	269	0	5	1 455
Droit au bail	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	94 069	8 722	0	1 593	101 197
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	11 993	1 551	0	30	13 514
Cité d'Antin	2 716	717	0	0	3 433
Installations St Nazaire	253	15	0	9	260
Installations St Malo	7	2	0	2	8
Installations Palavas	6	1	0	0	7
Infrastructures locales	9 011	816	0	20	9 807
Outillage industriel	85	8	0	0	92
Installations techniques, matériels, outillages	77 185	6 258	0	1 330	82 114
Canots tous temps	25 914	1 395	0	4	27 304
Vedettes de 1ère classe	17 199	1 375	0	376	18 198
Vedettes de 2nde classe	21 313	1 726	0	319	22 720
Vedettes de 3ème classe	269	3	0	113	159
Vedettes légères	1 526	160	0	71	1 615
Pneumatiques semi-rigides	6 741	1 284	0	304	7 722
Opérations collectives	28	0	0	1	27
Autres équipements spécifiques	4 196	316	0	143	4 369
Autres immobilisations corporelles	4 805	904	0	233	5 477
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
Moyens nautiques	0	0	0	0	0
Autres installations techniques, matériels, outillages	0	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0
TOTAL AMORTISSEMENTS	95 259	8 991	0	1 598	102 652

VARIATION DES STOCKS 2024

	Montants (k€) au 31/12/2024	Montants (k€) au 31/12/2023	Variation
Magasin général technique	5 758	5 861	-104
Stocks matériel technique	211	139	72
Stocks équipement individuel sauveteurs	5 547	5 722	-176
Stocks articles de promotion	1 179	1 422	-244
Magasin central	726	874	-148
Stocks locaux	452	548	-96
STOCKS BRUTS	6 936	7 284	-347
Provision pour dépréciation des stocks	-226	-236	10
STOCKS NETS	6 710	7 047	-337

CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION VARIATION 2024

	Montants (k€) au 31/12/2024	Montants (k€) au 31/12/2023	Variation
Subventions collectivités publiques à recevoir	12 942	13 547	-604
Subventions d'investissement	12 847	13 255	-408
Subventions de fonctionnement	95	292	-196
Avances et acomptes versés sur commandes	2 446	1 897	549
Créances clients et comptes rattachés	1 155	324	831
Conventions, partenariat et mécénat	656	90	566
Conventions mairies	254	186	69
Autres créances clients	245	49	197
Créances reçues par legs ou donations	4 276	3 791	484
Autres créances	223	294	-71
Personnel et comptes rattachés	6	4	2
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	0
Etat et autres collectivités publiques : autres	0	23	-23
Divers	218	268	-50
TOTAL CREANCES	21 042	19 853	1 189
Charges constatées d'avance	649	833	-183
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	649	833	-183

TITRES ET DISPONIBILITÉS VARIATION 2024

	Montants (k€) au 31/12/2024	Montants (k€) au 31/12/2023	Variation
Valeurs mobilières de placement	12 005	12 005	0
Placement Société Générale	6 005	6 005	0
Placement La Banque Postale	6 000	6 000	0
Autres	0	0	0
Autres disponibilités	35 614	43 991	-8 377
Comptes courants et livrets	33 614	41 308	-7 695
Caisses	61	60	1
Valeurs à l'encaissement	1 416	2 531	-1 116
Intérêts courus	524	92	432
TOTAL DISPONIBILITES BRUTES	47 619	55 996	-8 377

DEPRECIATION COMPTES D'ACTIF & PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES VARIATION 2024

	Montants (k€) au 31/12/2023	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montants (k€) au 31/12/2024
DEPRECIATIONS COMPTES D'ACTIF				
Dépréciation stocks articles promotion	236	0	10	226
Dépréciation des créances	0	0	0	0
VMP	451	92	0	543
TOTAL DEPRECIATIONS (ACTIF)	236	0	10	226
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Indemnités de fin de carrières	307	358	307	358
Autres provisions pour risques et charges	400	170	0	570
TOTAL PROVISIONS (PASSIF)	707	528	307	928

FONDS PROPRES ET RESERVES VARIATION 2024

K€	Ouverture	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation		Clôture
		Montant	Dont GP	Montant	Dont GP	Montant	Dont GP	
Fonds propres sans droit de reprise	2 318							2 318
Réserves	83 493	27 515	13 922					111 008
Excédent ou déficit de l'exercice	27 515	-27 515	-13 922	11 367	9 518			11 367
Situation nette	113 325	0	-13 922	11 367	9 518	0	0	124 693
Subventions d'investissement	37 942			5 069		1 334		41 677
Provisions réglementées	0							0
TOTAL GENERAL	151 267	0	-13 922	16 436	9 518	1 334	0	166 369

GP = générosité du public

Voir également ANNEXE - 5.3 ENGAGEMENTS HORS BILAN

VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT 2024

	Montants au 31/12/2023	Entrées ou quote- part de l'année	Sorties ou annulations	Reclassements	Montants au 31/12/2024
Total des subventions d'équipements	101 544	7 046	1 334	0	107 256
Financement à compter du 01/01/2000	79 630	7 235	1 334	0	85 531
Subventions Etat	21 726	-10	200	0	21 516
Subventions Conseils Régionaux	28 806	3 610	278	0	32 138
Subventions Conseils Départementaux	25 143	3 335	856	0	27 622
Communes et autres collectivités publiques	3 956	300	0	0	4 256
Financement jusqu'au 31/12/1999	21 914	-189	0	0	21 725
Total des subventions d'investissements inscrites au résultat	63 602	1 977	0	0	65 579
Quote part des Subventions d'investissements inscrites au résultat de l'exercice	9 013	1 333	0	0	10 346
Subventions Etat	1 420	185	0	0	1 605
Subventions Conseils Régionaux	3 905	440	0	0	4 344
Subventions Conseils Départementaux	3 352	642	0	0	3 994
Communes et autres collectivités publiques	337	66	0	0	403
Quote part subvention investissements antérieure à 2013	54 589	644	0	0	55 233
TOTAL NET DES AIDES A L'INVESTISSEMENT (PASSIF)	37 942	5 069	1 334	0	41 677

VARIATION DES FONDS DÉDIÉS 2024

Origine et affectation	Mouvements de l'année			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Mécénats dédiés	8 457	3 101	2 344	9 213
AGPM*	55	18	55	18
AXA	0	30	0	30
BESSE	20	0	0	20
BOURDON JOSIANE DON LE CROISIC 500K€	500	0	0	500
BRED	0	7	0	7
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE	40	0	40	0
CMA CGM	400	0	0	400
SNS 221 SERGE DASSAULT ET AUTRES	0	100	0	100
DON GMF P/EQUIPEMENT	138	0	57	81
EDF*	2 423	1 098	1 312	2 209
FONDATION ANBER	30	4	0	34
FONDATION DE FRANCE	100	0	0	100
FONDATION LE ROCH	134	134	0	268
Fondation Total Energies	2 733	1 145	389	3 489
GENERALI VIE	90	0	90	0
GOLDMAN SACHS GIVES UK	263	0	83	180
KLEIN JEAN-CLAUDE	300	0	0	300
LECLERC*	721	149	0	870
MAIF*	306	80	274	113
PONANT	100	0	0	100
RTE	60	280	0	340
THE BIC FUND	44	55	44	55
TOTAL FONDS DEDIES	8 457	3 101	2 344	9 213

VARIATION DES FONDS REPORTÉS 2024

Origine	Mouvements de l'année			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
ABOULAFIA JOSEPH SUCCESSION (Station d'Hyères)	8	0	8	0
AMIOU MICHEL ALFRED SUCCESSION	0	16	0	16
ANTKOWIAK JEAN LUC SUCCESSION	98	0	98	0
BARBEAU JANINE SUCCESSION (Station d'Urville Nacqueville)	7	0	0	7
BASTIAT JEAN FRANC SUCCESSION (Station de la Cotinière)	0	26	0	26
BAUDRIEU CLAUDINE SUCCESSION	83	0	3	80
BEAUMONT ALAIN SUCCESSION (Station de Pornic)	0	9	0	9
BLAISE CHRISTIAN SUCCESSION	0	41	0	41
BLOUCARD COLETTE SUCCESSION (Station de Loguivy-de-la-Mer)	53	0	0	53
BONVALLET HENRI SUCCESSION	36	0	0	36
BOURIC NICOLE SUCCESSION	55	0	0	55
BRISTOW JOHN SUCCESSION (Station du Pays de Lorient)	0	6	0	6
CHARREYRE CLAUDE SUCCESSION (Stations et CFI de Bretagne)	88	0	0	88
CORDELLIER ROBERT SUCCESSION (Station de Granville)	0	634	0	634
DANCHOT JACQUELINE SUCCESSION	89	0	89	0
DELCOUR EDWIGE SUCCESSION	1 248	0	760	488
DELISLE PIERRE SUCCESSION	75	0	0	75
DIESNIS RENEE SUCCESSION (Délégation de la Manche)	23	0	23	0
FAYET ANNE SARAH SUCCESSION	59	0	59	0
GACHOT EMILE SUCCESSION	184	0	184	0
GAREL ISABELLE SUCCESSION (Station de Calvi)	89	0	0	89
GAVILLOT JEAN-PATRICE SUCCESSION (Station La Rochelle)	105	0	0	105
GISLARD ANNITA SUCCESSION (CFI de la Manche)	228	0	0	228
GODARD REGIS SUCCESSION (Station de la Ciotat)	191	0	191	0
GONZALEZ PABLO JOSE SUCCESSION	0	0	0	0
GOURVES PAUL SUCCESSION	183	0	8	175
GUERIN JACQUELINE SUCCESSION (Station de Port la Nouvelle)	130	0	0	130
HEMERY ANNE MARIE SUCCESSION (Stations et CFI du Finistère)	1	0	0	1
KERIBIN NICOLE SUCCESSION	0	75	0	75
LACROIX LUCETTE SUCCESSION	183	0	183	0
LAHARPE JACQUELINE BRYLINSKI SUCCESSION (Station de Portsall)	0	3	0	3
LASSERRE RENEE ELISE SUCCESSION	0	27	0	27
LAUGE LUCIE SUCCESSION	141	0	141	0
LAURENT JOSEPH MARCEL SUCCESSION	0	4	0	4
LE BIHAN RENEE SUCCESSION (Stations et CFI des Côtes d'Armor)	25	0	0	25
LE GAILLARD MARTHE SUCCESSION	0	29	0	29
LE GUEN JEANNE MARIE SUCCESSION	11	0	9	2
LE GUILLOU JEAN FRANCOIS SUCCESSION	16	0	16	0
LE NEINDRE BERNARD SUCCESSION (Station d'Ouessant)	25	0	0	25
LE NEVE BERNARD SUCCESSION	340	0	340	0
LE NEZET CHRISTIANE SUCCESSION (Station de Port en Bessin)	0	71	0	71
LE NOIR DE CARLAN NOLWENN SUCCESSION (Station de la Côte d'Amour)	24	0	24	0
LEPRE-PIGOT FRANCOISE SUCCESSION	0	200	0	200
LEYSSALLE GILLES SUCCESSION	38	0	38	0
LHERAULT ROSELYNE SUCCESSION	120	0	118	2
LOUIS JEAN FRANCOIS PIERRE SUCCESSION (Station du Croisic)	0	1	0	1
MAHEO MARYVONNE SUCCESSION	413	0	413	0
MORISCEAU JEAN EUTROPE SUCCESSION	0	11	0	11
MOURONVAL GERARD SUCCESSION	0	163	0	163
NAUTOU OLIVIER SUCCESSION	22	0	0	22
NEBUT DANIEL SUCCESSION	259	0	220	39
NOEL HENRIETTE SUCCESSION (Station d'Etel)	4	0	4	0
NOWERS JOHN RICHARD SUCCESSION (Station de l'île Molène)	58	0	20	38
OFFERGELD MARIE GEORGES SUCCESSION (Station de l'île d'Yeu)	0	222	0	222
PAJOT JEANNINE SUCCESSION (Station de la Cotinière)	68	0	0	68
PAPILLON GISELE SUCCESSION	0	0	0	0
PAVARD STEPHANE SUCCESSION (Stations du Morbihan)	181	0	10	171
PAWLAK JACQUES VICTOR SUCCESSION (Station du Golfe du Morbihan)	4	0	3	1
PETITFRERE-STASINKI YVETTE SUCCESSION (Station de l'île Molène)	0	20	0	20
PITON MARIE-HELENE SUCCESSION (Station de Saint-Guénolé)	26	0	0	26
PLET SERGE SUCCESSION (Station de Marseille)	0	79	0	79
RAMETTE HUGUETTE SUCCESSION (Station de l'île d'Yeu)	75	0	75	0
RICHARD HERVE SUCCESSION	30	0	0	30
RIPAULT AIME SUCCESSION (Station de la Cotinière)	90	0	83	7
ROUVIERE JACQUES ANDRE YVES SUCCESSION	17	0	0	17
RUPPANNER JACQUELINE SUCCESSION (Stations du Morbihan)	51	0	51	0
SCHNEIDER ELIANE SUCCESSION (Snsn Paris)	0	6	0	6
SCOPPOLINI SERGE SUCCESSION (PNF Saint Nazaire)	0	134	0	134
TANGUY DOLORES SUCCESSION (Station du Golfe du Morbihan)	41	0	0	41
TASSIN GERARD SUCCESSION (Station de l'île Molène)	14	0	0	14
TIRILLY VICTOR SUCCESSION (Station de Saint-Guénolé)	3	0	3	0
VOJACEK CHANTAL SUCCESSION (Snsn Paris)	0	147	0	147
ZADOINOFF HELENE SUCCESSION (Snsn Paris)	0	41	0	41
ZIMBERGER GINETTE SUCCESSION (Station de Marseille)	1	0	1	0
TOTAL FONDS REPORTES	5 312	1 964	3 175	4 101

DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION VARIATION 2024

	Montants (k€) au 31/12/2024	Montants (k€) au 31/12/2023	Variation
Emprunts & dettes établissements de crédit	2 557	2 814	-257
Emprunt siège 8 cité d'Antin Paris	2 557	2 814	-257
Concours bancaires courants	0	0	0
Fournisseurs & comptes rattachés	4 686	3 379	1 307
Dettes fiscales et sociales	2 025	1 716	309
Personnel et comptes rattachés	680	530	150
Provision pour congés acquis à payer	651	521	130
Autres dettes personnel et comptes rattachés	29	9	20
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	893	722	171
URSSAF	302	255	47
Autres organismes sociaux	166	126	40
Charges sur congés acquis à payer	384	311	74
Effort construction	29	27	2
Autres	12	4	9
Etat et autres collectivités	451	464	-13
Formation continue	0	0	0
Taxe sur les salaires	69	151	-82
TVA	145	73	72
Prélèvement à la source	39	39	1
Charges à payer ENIM	197	201	-4
Autres	0	0	0
Dettes des legs ou donations	1 420	1 083	338
Autres dettes	1 810	1 359	451
Charges à payer	1 790	1 343	447
Autres	20	16	4
TOTAL DETTES	12 499	10 351	2 148

UTILISATIONS DES RESSOURCES DEDIEES AUX INVESTISSEMENTS EN 2024

Biens mis en service, K€	Emplois de l'exercice	Subventions et autres concours publics		Ressources collectées auprès du public			
	Total emplois	Etat	Collectivités locales	Mécénats	Legs et donations	Autres	Total
Investissements opérationnels structures locales	20 932	0	6 300	2 048	1 787	10 798	14 632
Constructions neuves	12 205	0	4 877	1 814	688	4 825	7 328
Modernisations, carénages, grosses réparations	5 405	0	1 273	40	667	3 425	4 132
Infrastructures	1 370	0	150	177	432	612	1 220
Autres investissements locaux	1 953	0	0	17	0	1 936	1 953
Support aux opérations	426	0	0	150	0	276	426
Pôle National de Formation	340	0	0	150	0	190	340
Pôle de Soutien de la Flotte	86	0	0	0	0	86	86
Investissements de fonctionnement au siège	3 952	0	0	0	0	3 952	3 952
Total biens mis en service en 2024	25 310	0	6 300	2 198	1 787	15 025	19 009
Remboursement d'emprunt siège social							257
Part des investissements financés par les ressources collectées auprès du public sur l'exercice							19 267
Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public							-6 112
INVESTISSEMENT NET DE L'EXERCICE FINANCE PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC							13 155